



## **Des villes progressistes et durables – Notre vision pour une politique urbaine de l'après-Covid-19.**

**Adoptée par la présidence du PSE le 18 février 2021**

Les trois quarts de la population de l'Union européenne vivent dans ou à proximité d'une ville. Nos zones urbaines doivent aujourd'hui relever plusieurs défis politiques urgents et fondamentaux. Les inégalités et la pauvreté augmentent, alors que la crise climatique s'aggrave. Nous ne pouvons pas ignorer le fait que de nombreux écarts se sont creusés entre les zones urbaines et rurales. Sans mesure urgente, la ségrégation spatiale et l'inégalité d'accès aux services publics, au logement et aux perspectives continueront de diviser nos villes et agglomérations, quels que soient leur type ou leur taille, tandis que la pollution de l'air et la vulnérabilité aux canicules augmenteront. Les villes et leurs régions ont davantage souffert du virus, et il est essentiel de répondre au sentiment d'insécurité des citoyens par rapport à la santé, à l'emploi, au logement, à la sécurité dans les lieux publics et à l'avenir qui est prégnant dans la vie de beaucoup de nos concitoyens. Des propositions ciblées sont nécessaires pour que les villes réalisent les transitions verte, juste et numérique sans exclure personne.

Notre famille européenne doit désormais participer pleinement à la dimension urbaine et travailler de concert avec les autorités locales et régionales pour que nos politiques soient adaptées aux villes. C'est pourquoi la présidence du PSE salue les propositions émises dans le document *Leading the way for Progressive and Sustainable Cities* (Vers des villes progressistes et durables).

Dans toute l'Europe, les citoyens ont vu que les représentants de notre mouvement au sein des autorités locales et régionales étaient là pour fournir des services publics, de la durabilité et de la sécurité. Nous soutenons les milliers de maires et conseillers municipaux socialistes et progressistes, et nous sommes ravis de notre coopération solide avec le groupe PSE au Comité européen des régions et PES Local en tant que réseau à l'échelle locale.

Les trois axes d'action de notre famille politique sont le socle européen des droits sociaux, le pacte vert pour l'Europe et le plan d'action pour la démocratie européenne, et nous devons être particulièrement attentifs à leur mise en œuvre à l'échelle locale. Beaucoup des droits garantis par le socle des droits sociaux, notamment le droit au logement, à l'éducation et à l'accueil de l'enfance, au soutien à l'emploi ainsi qu'à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'égalité des chances, relèvent des compétences des autorités locales et régionales. De même, la transition énergétique prévue par le pacte vert pour l'Europe repose sur la recherche d'économies et de rendements dans les lieux où les gens vivent, donc principalement dans

 [www.pes.eu](http://www.pes.eu)

 [www.facebook.com/PES.PSE](https://www.facebook.com/PES.PSE)

 [www.twitter.com/PES\\_PSE](https://www.twitter.com/PES_PSE)



Parti socialiste européen

10-12 Rue Guimard

B-1040 Bruxelles

Belgique

les zones urbaines. Enfin, nous ne pouvons renforcer nos démocraties que par le biais d'une participation accrue au niveau le plus proche des citoyens, à savoir le gouvernement local.

- Nous voulons améliorer le bien-être des citoyens, grâce à des investissements plus importants dans les services de santé et d'éducation locaux, le sport, l'art et la culture, à plus d'espaces verts et à une sûreté publique pour tous fondée sur un maintien de l'ordre basé sur la confiance et opéré avec l'approbation des citoyens.
- Nous voulons nous attaquer aux inégalités croissantes et à tous les types de pauvreté qui existent dans les villes en changeant notre approche de la politique en matière de logement, en nous engageant en faveur d'un accueil des enfants, d'une éducation et de formations de qualité et en tendant la main aux migrants et aux demandeurs d'asile. Grâce à notre campagne pour les élections européennes de 2019 et au travail de notre candidat commun, Frans Timmermans, désormais vice-président exécutif de la Commission européenne, et à la Semaine progressiste du logement de janvier 2021, nous avons pu tirer la sonnette d'alarme quant à la portée de la crise du logement en Europe. Plus de 85 millions d'Européens sont accablés par les prix du logement. Le principe 19 du socle des droits sociaux nous engage à fournir un logement aux personnes dans le besoin, mais malheureusement, cela est loin d'être suffisant : face à la financiarisation effrénée des logements, nous devons affirmer que le logement est un droit, et non une marchandise !
- Nous voulons que les villes reflètent la diversité de leurs habitants en tenant compte du biais de genre dans la conception des politiques, en valorisant les groupes minoritaires et en incluant leurs expériences diverses en matière d'élaboration de politiques ainsi qu'en adaptant l'infrastructure et les services destinés aux personnes âgées et aux personnes handicapées.
- Nous voulons repenser la mobilité urbaine et interurbaine en rendant l'espace aux transports publics collectifs et à la mobilité douce, aux vélos et aux piétons, et en investissant dans les infrastructures plutôt que de donner la priorité aux véhicules personnels. Chaque année, quelque 379 000 de nos concitoyens meurent prématurément à cause de la pollution de l'air, qui constitue une urgence de santé publique que nous nous devons de prendre à bras le corps en investissant massivement dans des transports publics collectifs abordables et des infrastructures routières qui conviennent aux piétons et aux cyclistes. La ville devrait être ouverte aux enfants, aux jeunes, aux femmes, aux parents et à nos aînés qui privilégient les formes de mobilité plus douces et qui ont droit à une ville plus verte et plus saine.
- Nous voulons favoriser une démocratie locale active ancrée dans des pratiques de bonne gouvernance en renforçant la délibération citoyenne, en inculquant aux enfants l'importance de la participation civique, en promouvant les listes électorales qui comptent autant d'hommes que de femmes, en encourageant la budgétisation participative et sensible au genre, et en garantissant une transparence complète dans les décisions relatives à la passation de marchés publics et à l'accès aux données publiques.
- Nous voulons mettre en place des stratégies de croissance durable qui préservent le rôle des villes en tant que centres attractifs pour la création d'emploi et l'innovation tout en introduisant une gestion circulaire, en réduisant les déchets et en nous assurant de trouver le juste équilibre entre habitants et touristes.
- Nous voulons que les villes utilisent pleinement les instruments de financement dédiés à leur disposition, pour faire en sorte que les investissements de demain reposent sur des finances publiques saines.

Les villes européennes partagent une identité collective, fondée sur notre modèle social, notre engagement à lutter contre la crise climatique et notre histoire démocratique, lesquels ne sont que renforcés par les spécificités culturelles qui font de notre Union ce qu'elle est. Après cette pandémie, nous nous tournons vers la perspective d'un renouveau et d'une reconstruction, et il est dès lors essentiel que des idées pour et par les villes européennes nourrissent nos aspirations à des sociétés justes et durables. Sans une nouvelle vision du développement urbain et régional, l'Europe ne pourra pas déployer tout le potentiel qu'elle recèle en tant que pionnière de la neutralité carbone, de la démocratie inclusive et de l'égalité sociale. Le PSE continuera de travailler main dans la main avec les villes et les représentants locaux pour concrétiser ces propositions visant à améliorer la vie de nos concitoyens.